

“Il faut régionaliser l’enseignement technique et professionnel”

- Pierre-Yves Jeholet (MR) défend bec et ongles sa réforme du système APE qui sera plus équitable et transparente.
- Le ministre wallon de l’Emploi veut remettre la valeur “travail” au goût du jour.
- Publifin doit céder certaines de ses activités. “Nous leur avons laissé du temps.”

Entretien Stéphane Tassin

Sa réforme du système APE est reportée de deux semaines. Mais Pierre-Yves Jeholet (MR), ministre wallon de l’Emploi et de l’Économie n’en démord pas: elle est nécessaire pour renforcer le non-marchand et faire cesser les mauvaises subventions.

Le PS considère qu’avec votre réforme, les employeurs risquent de conserver les emplois subsidiés et pas les autres.

Je trouve d’abord que le PS désinforme beaucoup. L’objectif de la réforme n’a jamais été de supprimer des emplois. Ce système n’est plus en phase avec ses objectifs de départ. C’est devenu une aide structurelle pour les pouvoirs locaux et le secteur non marchand. Je veux maintenir cette aide mais je souhaite lui donner plus de transparence et d’équité. C’est pour cette raison qu’à l’avenir, les moyens seront transférés aux ministres fonctionnels, pour les responsabiliser. Le maintien de l’emploi sera une des conditions imposées par le ministre.

Justement, pour le PS, on ne trouve rien dans vos textes sur la responsabilité des ministres?

Il y a d’abord un décret. Ensuite, chaque ministre devra venir au

gouvernement avec des critères. C’est la même chose pour la Fédération Wallonie-Bruxelles. Notre but est de maintenir l’aide qui est accordée à certaines de ses structures. Il y aura un accord-cadre. Pourquoi certains ministres des Sports ont-ils octroyé des subsides à certains clubs et pas à d’autres? Désormais, il y aura des critères objectifs à respecter. Si le ministre ne le fait pas, il devra expliquer au Parlement pourquoi il a subsidié le club de son copain et pas un autre.

Les provinces, les régies communales, le Forem et d’autres services publics seront exclus du périmètre APE. Quid alors des 812 équivalents temps plein?

Ça, je l’assume complètement. Ce sont des choix et si on veut renforcer le non-marchand, un effort important doit être fait. Pour le Forem, il va falloir mettre en place un plan de ressources humaines. Le Forem devra s’organiser différemment. L’organigramme est pléthorique. Mais on ne touchera pas aux formateurs ni aux accompagnants.

Vous avez choisi les métiers en pénurie comme cheval de bataille...

Si on veut continuer à créer de l’activité, des emplois et de la richesse, on a besoin de personnes mieux formées. Notre responsabilité est de donner un projet d’avenir à chaque Wallon. Et ce projet, il passe par le travail. Je veux remettre cette valeur dans l’esprit des gens. Je ne veux pas de la fatalité qui dit que les demandeurs d’emploi sont inemployables.

Est-ce que les exigences des entreprises en matière de qualifications ne sont pas trop grandes par rapport aux compétences de nombreux demandeurs d'emploi?

Je peux comprendre cette critique. Mais donner en permanence des allocations aux gens ne va pas leur permettre de s'émanciper. Il faut cesser de dire aux jeunes de ne pas faire un métier parce qu'il est pénible. En matière de formation, on a hérité d'un lourd passif. On a des gens qui n'ont pas de prérequis, qui n'ont pas de formation, pas de compétence. C'est un problème et je ne vise pas les enseignants. Si on veut poursuivre cet objectif emploi, il y a une responsabilité des politiques, des opérateurs de formations, du demandeur d'emploi, des représentants des travailleurs et des entreprises. Que les entreprises qui disent chercher des travailleurs nous disent exactement ce dont elles ont besoin. Elles doivent assumer et cesser de chercher un mouton à cinq pattes. Il faut aussi que les entreprises continuent à offrir des places de stage dans la formation en alternance. La formation se fera de plus en plus en entreprise. C'est d'ailleurs pour ça que je plaide pour régionaliser l'enseignement technique et professionnel (aujourd'hui dépendant de la Communauté française – NdlR)

Pourquoi?

Parce que ce sont les Régions qui ont le contact avec les entreprises. Il faut un seul pouvoir organisateur pour cet enseignement, auquel on intégrerait la formation en alternance et l'enseignement provincial. Ça ne nécessite pas de réforme de l'État, c'est intrafrancophone. Ce serait une très grande simplification et une véritable efficacité. Je défendrai ça dans le programme du MR.

Deux industriels chinois s'installent en Wallonie: Thunderpower et Alibaba. Est-ce que c'est une vraie garantie d'emploi?

Ceux qui critiquent leur venue sont les mêmes qui critiquaient quand Zalando a annoncé s'installer aux Pays-Bas et pas en Wallonie. Il ne faut pas bouder son plaisir. On dit que ce seront des emplois précaires. Moi je dis qu'on va donner à des milliers de personnes un job alors qu'ils n'ont pas de qualification. Est-ce que ce seront des emplois flexibles? Bien entendu mais ce n'est pas un problème. Je ne suis pas convaincu non plus que la robotisation va supprimer des emplois. Des tâches lourdes, oui, mais pas des emplois. Est-ce qu'il n'y a aucun risque? Je ne vais pas dire ça. Dans chaque investissement il y a un risque.

“Défi, qui allait révolutionner la Wallonie, s'est cassé la figure”

Dans le dossier des Éditions de l'Avenir, vous êtes contre un portage par la Région wallonne. Quelle solution préconisez-vous alors, à l'heure où certaines communes s'expriment?

Il est bien que les communes puissent s'exprimer et elles le font. Mais ont-elles un pouvoir suffisant? Pour moi le portage n'est pas une solution parce qu'il n'est pas dans la vocation des pouvoirs publics d'être propriétaires d'un groupe de presse. Je le disais déjà en 2013 quand Nethys a racheté *L'Avenir* à Corelio. Le portage n'aurait pas, non plus, vocation à durer. Et si le portage dure, que fait-on? IPM (NdlR – qui édite *La Libre* et *La DH*) a fait une offre. Il n'y en aura pas cinquante. Ceux qui croient qu'un groupe étranger va s'intéresser à *L'Avenir* se trompent. Au niveau francophone, on dit que la RTBF a des projets. Ce n'est pas un choix que je préconise. Le groupe Rosset, il y a un problème de concurrence... L'offre d'IPM ne vient pas de nulle part. Plutôt que de s'aventurer dans un portage, considérons cette offre.

Est-ce que face au plan social voulu par Nethys à “L'Avenir”, le gouvernement wallon ne peut pas utiliser son pouvoir de tutelle pour agir?

Il est vrai qu'on a laissé du temps aux instances de Publifin et de Nethys pour ne pas précipiter les choses et ne pas mettre en péril l'emploi. Désormais, je pense que, le temps passant, la responsabilité politique c'est de dire qu'il est temps de mettre à plat la stratégie. De façon urgente il faut construire le nouveau modèle. Il est nécessaire que Nethys cède certains types d'activités.

Louis Michel (MR) a eu des mots durs, dans “L'Écho”, à l'égard des journalistes. Vous partagez son analyse?

Je suis journaliste de formation et il est difficile de l'être aujourd'hui comme il est difficile d'être en politique. En tout cas, je n'aurais pas fait ce genre de déclarations.

Avez-vous aussi le sentiment, comme l'ancien ministre des Affaires étrangères, que la presse dénigre systématiquement le gouvernement fédéral?

Journalistes et politiques doivent se dire que c'est de plus en plus difficile de faire de la politique et d'expliquer les enjeux. Nous devrions partager davantage ensemble pour construire quelque chose

sans complaisance. Quelque chose qui expliquerait clairement les décisions et les enjeux à tous ceux qui se gavent d'informations sans recul sur les réseaux sociaux. Nous avons un travail collectif à faire ensemble pour éviter les discours populistes. Mais c'est vrai que quand je vois la place accordée à certains points qui posent problème au fédéral par rapport à d'autres plus positifs, on pourrait rééquilibrer les choses. Mais bon, chacun fait son choix.

Lorsque vous étiez dans l'opposition, vous n'aimiez pas que les partis au pouvoir recasent des gens à eux dans des structures publiques. Ces derniers jours, on a le sentiment que le MR fait la même chose.

Je n'ai jamais critiqué l'appartenance politique de personnes qui ont une expertise, des compétences et des qualités. Par contre, je critique quand il s'agit de personnes qui sont là uniquement pour leur couleur politique. D'ailleurs, dans les outils économiques wallons, je travaille avec des gens, peu importe leur

couleur politique, qui ont de grandes qualités. Sur les structures auxquelles (NdLR – SRIW, Sowalfin, Sogepa, etc.) vous faites référence, il y a une procédure qui a été lancée. Un examen a été organisé et la nomination intervient ensuite. Comme ministre de tutelle, j'assume.

Quelles leçons tirez-vous du scrutin communal ?

Les partis classiques n'ont pas été à la fête. On a beaucoup focalisé sur le MR mais la situation du CDH n'est pas enviable et le PS a vécu une fameuse descente aux enfers. Si je regarde Défi qui allait révolutionner la Wallonie, il s'est cassé la figure, même à Bruxelles. La montée d'Écolo est liée à l'actualité. Quand vous avez une crise alimentaire, une peste porcine ou un problème d'approvisionnement en matière d'électricité, ce sont des sujets porteurs pour eux. Au niveau de la transition énergétique, si je prends l'exemple de ma commune (Herve), nous avons fait des tas de choses et nous n'en parlons peut-être pas suffisamment. Nous devrions parler davantage de ce que nous faisons. Il y a chez nous, sans doute, un déficit là-dessus. D'un point de vue personnel, l'objectif était de maintenir la majorité et c'est réussi. J'avais fait le choix d'être dernier de la liste et je suis content de voir mon bourgmestre faisant fonction devenir bourgmestre à part entière.

“La montée d'Écolo est liée à l'actualité. Quand vous avez une crise alimentaire, une peste porcine ou un problème d'approvisionnement en matière d'électricité, ce sont des sujets porteurs pour eux.”